



Assemblée générale

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
19 octobre 2018
Français
Original : anglais

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 6^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 4 octobre 2018, à 15 heures

Président : M^{me} Shikongo (Vice-Présidente) (Namibie)

Sommaire

Point 109 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (*suite*)

Point 110 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-16511 (F)



Merci de recycler



En l'absence de M. Saikal (Afghanistan), M^{me} Shikongo (Namibie), Vice-Présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 heures.

Point 109 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (suite) (A/73/131, A/73/132, A/73/133, A/73/134 et A/73/136)

Point 110 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues (suite) (A/73/135)

1. **M^{me} Kipiani** (Géorgie) dit que dans son pays, les priorités fixées dans la stratégie de réforme de la justice pénale et le plan d'action y relatif pour la période 2017-2021 sont de prévenir le crime, de protéger les droits de la personne, d'instituer un pouvoir judiciaire équitable et indépendant et de faire reposer le système de justice pénale sur les principes de responsabilité, d'objectivité et d'efficacité. La réforme judiciaire vise à établir de solides garanties contre l'ingérence dans les décisions judiciaires et à mettre en place un système de répartition des affaires garantissant une sélection des juges sur la base de critères clairs et de procédures équitables et transparentes.

2. La Géorgie a créé un conseil interinstitutions de lutte contre la traite des personnes, qui mobilise les principaux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux aux fins de l'adoption de mesures bien coordonnées, à composantes multiples et inclusives. La protection des enfants vivant dans la rue fait l'objet d'une attention particulière. Ainsi, le conseil a notamment décidé de leur délivrer des pièces d'identité pour leur permettre d'accéder aux services publics. L'efficacité du mécanisme national d'orientation utilisé pour lutter contre la traite et les efforts déployés pour repérer ces enfants et leur réapprendre à vivre en société ont été largement reconnus.

3. La lutte contre l'abus des drogues et la criminalité liée à ces substances est l'une des priorités de la Géorgie. La politique antidrogue, qui a pour objet d'élaborer des mesures nationales pour prévenir la criminalité, offrir des traitements et des programmes de réhabilitation et réduire l'offre et la demande de drogues, s'attache tout particulièrement à sensibiliser aux dangers liés à la consommation de stupéfiants. À cet égard, un centre national de surveillance, qui applique des méthodes scientifiques fondées sur des données d'observation pour recueillir et analyser les informations relatives à la situation en matière de drogues en Géorgie, a été créé en mai 2018.

4. La Géorgie a renforcé sa législation antiterroriste en élargissant le champ des crimes terroristes afin d'y

inclure les activités énoncées dans la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité. Ce renforcement du cadre législatif a conduit à l'application de mesures de répression efficaces contre les auteurs d'actes de terrorisme international.

5. **M. Salarzai** (Afghanistan) dit que dans son pays, le lien entre drogue et terrorisme a été amplement démontré ; le trafic de drogues continue de nuire à la stabilité et au développement économique et fait le lit d'autres formes de criminalité transnationale organisée. L'incidence néfaste des drogues, conjuguée au chômage et à la pauvreté, a eu de graves répercussions sur la société afghane, quelque 3,2 millions d'Afghans ayant été victimes de l'épidémie mondiale de toxicomanie.

6. Le Gouvernement est déterminé à s'attaquer au problème de la drogue par des mesures concrètes. En 2017, il a mené plus de 2 700 opérations qui ont conduit à 3 000 arrestations, y compris de ressortissants étrangers, et à la saisie de 300 tonnes de stupéfiants. Il a également démantelé 50 laboratoires et 12 installations de stockage. Ces actions se sont soldées par des pertes nettes s'élevant à 362 millions de dollars pour les trafiquants. Les mesures prises pour enrayer le trafic de drogues ont notamment porté sur le renforcement de la sécurité des aéroports et des postes frontière, le bombardement d'installations de production et de distribution de drogues et la création d'un groupe d'intervention d'urgence.

7. Malgré les efforts faits pour réduire la production et le trafic de drogues, la culture du pavot et la production de stupéfiants persistent, dans une large mesure, dans les provinces afghanes où règne l'insécurité, où elles se développent, de même que le trafic, sur le terreau fertile qu'entretiennent les organisations terroristes. La nécessité d'accroître la sécurité dans cette zone est liée à trois facteurs clés : la hausse du nombre de combattants étrangers affiliés à des réseaux terroristes transnationaux, l'implication des Taliban dans le trafic de stupéfiants et la distinction que font certains États Membres entre « bons » et « mauvais » terroristes. Faisant remarquer que l'action en faveur de la sécurité et l'instauration de la paix et de la stabilité sont prioritaires en Afghanistan, le représentant exhorte la communauté internationale à continuer d'aider son pays à vaincre la menace que représentent les drogues.

8. **M. Alajmi** (Qatar) dit que son pays œuvre sans relâche à l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à la promotion du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite

des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et qu'il attend de la Convention qu'elle joue le rôle d'un mécanisme propre à renforcer les systèmes de justice pénale et l'état de droit, et à faciliter la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

9. La Déclaration de Doha, adoptée au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a grandement contribué à intégrer ces deux questions au programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies. Le Qatar continuera de coopérer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) afin de donner suite à la Déclaration, et il se félicite de l'adoption du Programme mondial pour la mise en œuvre de la Déclaration de Doha qui vient appuyer des programmes sportifs spéciaux destinés à prévenir la criminalité chez les jeunes, ainsi que des projets concernant la réadaptation et la réinsertion sociale des détenus, l'éducation en matière juridique et l'intégrité de l'appareil judiciaire.

10. Le Qatar a adopté une série de mesures pour lutter contre la consommation illicite de drogues et, dans le cadre de sa stratégie nationale de développement pour la période 2018-2022, met en œuvre des projets destinés à sensibiliser aux dangers que représentent les drogues illicites, à offrir des traitements aux consommateurs de drogues et à accompagner leur réadaptation, et à dispenser des formations sur les stratégies efficaces de lutte contre ce fléau.

11. Le Qatar met également en place des mesures visant à lutter contre la traite des personnes. En 2017, le Qatar a accueilli la cinquième Conférence internationale sur la traite des personnes et le trafic de migrants de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et a contribué à l'organisation de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes. Il engage les États Membres à tenir les engagements qu'ils ont pris à cette réunion et à redoubler d'efforts pour appliquer les recommandations formulées dans le document final issu de cet événement.

12. Le Qatar, qui participe activement à la diffusion d'informations sur les mesures de lutte anticorruption au niveau régional, est classé parmi les pays les moins corrompus du monde à l'indice de perception de la corruption de Transparency International, un accomplissement rendu possible par les efforts acharnés de son gouvernement pour combattre toutes les formes de corruption. Au niveau international, le pays a lancé un concours annuel qui honore des personnes et institutions qui se sont distinguées dans le domaine de

la lutte contre la corruption. Il se prépare également à accueillir une conférence internationale sur la cybersécurité, destinée à soutenir la lutte de la communauté internationale contre la cybercriminalité.

13. **M. Wong Keng Hoe** (Singapour) dit que son pays, du fait de sa position de pôle de transport, est vulnérable à la criminalité transnationale, en particulier la cybercriminalité et le trafic de drogues. On estime que la cybercriminalité, qui a été au centre de l'attention à la vingt-septième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, a coûté 600 milliards de dollars à la communauté internationale en 2017, contre 445 milliards en 2014. En tant qu'économie ouverte et connectée, où le taux d'utilisation du téléphone portable est l'un des plus élevés au monde, Singapour est particulièrement exposée aux cybermenaces. Pour y parer et assurer la protection des services essentiels, le pays a mis en place une stratégie nationale de cybersécurité et un plan national de lutte contre la cybercriminalité qui visent à éduquer le public, à renforcer la législation et à accroître les capacités en matière de détection et de prévention des cybermenaces.

14. Au niveau régional, en sa qualité de membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), Singapour a organisé des ateliers consacrés à la cybercriminalité avec des partenaires de dialogue venus de Chine, du Japon et de la République de Corée. Au niveau international, elle a accueilli la sixième conférence d'INTERPOL-Europol sur la cybercriminalité consacrée au renseignement sur les cybermenaces, les méthodes de repérage des criminels reposant sur l'étude de leur comportement en ligne et le rôle de la criminalistique informatique. Déterminé à continuer de faciliter activement la coopération et la coordination dans le domaine de la cybersécurité, le pays prévoit de créer, en association avec l'ASEAN, le Centre d'excellence pour la cybersécurité, qui sera chargé de former des équipes informatiques d'intervention d'urgence, de renforcer la législation et les capacités de recherche en la matière et de promouvoir le partage d'informations sur les cybermenaces dans toute la région.

15. L'abus des drogues représente un autre problème transnational auquel il importe de remédier. Le Gouvernement singapourien, qui a opté pour une démarche fondée sur la prévention des abus plutôt que sur leur réduction, a adopté une stratégie globale de contrôle des drogues qui se caractérise par une action préventive de sensibilisation aux dangers de la drogue, un appareil répressif vigoureux, une législation draconienne et un fort accent mis sur le dialogue et la réadaptation. Cette approche a permis de maîtriser la situation, ramenant le pourcentage de toxicomanes à

moins de 0,1 % de la population, l'un des plus bas au monde. Toutefois, face aux menaces transnationales existantes et émergentes, une forte coopération internationale est indispensable. Singapour continuera d'œuvrer avec les autres États Membres à la réalisation des objectifs définis dans la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue.

16. **M^{me} Inanc-Ornekol** (Turquie) dit que la communauté internationale doit agir en étroite coopération pour lutter contre la menace que représente la criminalité transnationale organisée, dont la traite des personnes, qui constitue une violation flagrante des droits fondamentaux et génère un coût social et économique exorbitant. La Turquie, qui accueille plus de réfugiés que n'importe quel autre pays, est résolue à empêcher que ceux-ci ne soient victimes de la traite et du travail forcé. Elle a pris un certain nombre de mesures à cet effet, dont la création d'une commission de coordination, la révision du plan national de lutte contre la traite d'êtres humains, la mise en place d'un service d'assistance téléphonique multilingue ainsi que de programmes d'aide aux victimes et de retour volontaire.

17. La Turquie est déterminée à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes sans distinction. Elle continuera de combattre toutes les organisations terroristes, dont l'organisation terroriste fethullahiste, l'État islamique d'Iraq et du Levant, Al Qaida, le Parti des travailleurs du Kurdistan et le Parti de l'Union démocratique. La communauté internationale doit agir avec la même détermination vis-à-vis de toutes les organisations terroristes : une approche sélective n'est pas acceptable. En outre, les États doivent faire en sorte que les terroristes soient poursuivis en justice. Il est crucial d'appliquer de manière effective l'obligation d'extrader ou de poursuivre. Étant donné le lien qui unit le terrorisme et la criminalité organisée, il faut s'efforcer de lutter contre la traite des personnes, le trafic de drogues et d'armes et le blanchiment d'argent.

18. Le problème mondial de la drogue requiert une approche globale. La Turquie contribue aux efforts bilatéraux et multilatéraux de lutte contre l'abus et le trafic de drogues. En raison de sa situation géographique, elle est exposée à un flux considérable de marchandises illicites. La politique nationale de lutte contre les stupéfiants repose sur trois piliers : élimination des réseaux de distribution nationaux ; démantèlement des réseaux internationaux de trafic de drogues ; enquêtes sur le financement des groupes terroristes, en particulier le Parti des travailleurs du Kurdistan, par le trafic de drogues. La mise en œuvre de

la stratégie nationale relative aux drogues et du plan d'action y relatif, qui couvrent la période 2018-2023, est coordonnée par le Ministère de la santé.

19. **L'archevêque Auza** (Observateur du Saint-Siège) dit que les progrès technologiques ont certes apporté au monde d'énormes bienfaits mais ont aussi donné naissance à de nouvelles formes de terrorisme et d'activités criminelles. Le Saint-Siège est particulièrement préoccupé face à la hausse de la cybercriminalité, qui comprend notamment le piratage informatique, la falsification informatique, la diffusion de fausses nouvelles, la diffusion d'images pornographiques mettant en scène des enfants et des atteintes au droit d'auteur. Une étude de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a révélé que les filles représentaient la majorité des victimes de violences et d'exploitation en ligne visant des enfants.

20. Le Saint-Siège est également préoccupé par le fait que l'abus et le trafic de drogues se répandent. Il est crucial de réduire la consommation de drogues ; la légalisation de la consommation n'est pas un moyen acceptable de lutter contre la toxicomanie. Le Saint-Siège considère la cellule familiale comme un élément central des stratégies de prévention, de traitement, de réadaptation et de réinsertion. Étant donné que le problème mondial des stupéfiants est alimenté par des centres de production et de distribution dispersés et des dispositifs complexes de blanchiment d'argent incrustés dans des centres financiers et des opérations bancaires, le Saint-Siège encourage la coopération internationale sur les plans législatif et opérationnel. Il se déclare en outre favorable aux traitements médicaux préventifs et thérapeutiques propres à aider les victimes de l'abus de drogues à retrouver leur dignité d'êtres humains.

21. **M^{me} Vadhanaphong** (Thaïlande) dit que son pays s'associe aux efforts de la communauté internationale pour mener sur le long terme des interventions sans exclusive et durables, afin de combattre le problème mondial des drogues aux niveaux national et international. La Thaïlande a renouvelé son engagement et sa volonté politique en étant l'un des coorganisateur de l'Appel à une action concertée face au problème mondial de la drogue, dont l'objectif est de réduire la demande de drogues, de diffuser les traitements de manière plus large et de renforcer la coopération internationale. En vue de réprimer le trafic de drogues, le pays a conclu un partenariat avec l'ONUDC pour améliorer la coopération transfrontière et le partage de renseignements. En application du Mémorandum d'accord pour le contrôle des drogues dans le Mékong, les bureaux de liaison frontaliers sont tenus de partager en temps réel les informations relatives aux activités

liées au trafic de drogues et à la criminalité transnationale.

22. Les activités de substitution constituent un élément essentiel de toute stratégie globale de contrôle des drogues. En juillet 2018, la Thaïlande a coorganisé avec l'Allemagne, le Pérou et l'ONUDC une réunion d'un groupe d'experts consacrée aux activités de substitution, au cours de laquelle les participants ont passé en revue les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, et ont débattu de la façon dont les activités de substitution peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. À sa soixante-sixième session, qui doit se tenir en mars 2019, la Commission des stupéfiants examinera le rapport et les recommandations adoptées lors de cette réunion.

23. En ce qui concerne la réduction de la demande de drogues, la Thaïlande continue d'appliquer une politique sanitaire en application de laquelle un mécanisme a été créé pour proposer des traitements aux consommateurs de drogues, y compris aux détenus toxicomanes. Comme indiqué dans le Rapport mondial sur les drogues de 2018, la population carcérale des détenus pour infraction à la législation sur les stupéfiants comprend une plus forte proportion de femmes que d'hommes. La Thaïlande a donc intégré une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans ses stratégies de prévention de la criminalité et dans la gestion de ses établissements pénitentiaires. Dans ce dernier domaine, les autorités pénitentiaires donnent la priorité à l'application des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes.

24. Étant donné le lien entre drogues, corruption, flux financiers illicites et criminalité organisée, il est nécessaire de renforcer les mesures visant à prévenir et à détecter les transferts des revenus provenant d'activités criminelles. À cet égard, la Thaïlande a adopté en juillet 2018 une loi anticorruption dans laquelle figurent de nouvelles dispositions conformes aux prescriptions de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

25. **M^{me} Belskaya** (Biélorus) dit que la création de mécanismes de coopération efficaces concourt à la coordination d'ensemble des efforts déployés pour combattre la traite des personnes. Le Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes joue un rôle important à cet égard. Les trafiquants étant en mesure de mener la quasi-totalité de leurs activités criminelles au moyen d'Internet, la lutte contre le trafic dans le cyberspace revêt une importance particulière.

26. Le Biélorus appuie le cadre international juridique et institutionnel de lutte contre les drogues et l'action menée pour adapter les trois conventions internationales concernées aux nouvelles réalités. Il ne s'est pas déclaré en faveur des appels lancés en vue de légaliser les drogues ou de lever l'interdiction sur le trafic de ces substances illicites. Il n'est pas tolérable que des enfants ou des adolescents consomment des drogues.

27. Le Biélorus loue les efforts déployés par l'ONUDC pour fournir une aide juridique aux États qui luttent contre le terrorisme et se félicite du fait que, lors de la conférence sur la lutte contre le terrorisme qui doit se tenir à Minsk en octobre 2018, il est prévu que l'Office organise un séminaire sur le sujet à l'intention des représentants des forces de l'ordre.

28. **M. Wang Zhaoxue** (Chine) dit que son pays est partisan du système international de contrôle des drogues qui repose sur les trois principales conventions existant dans ce domaine, s'oppose à la légalisation des drogues illicites et insiste sur la nécessité de réglementer, en stricte conformité avec les instruments visés, les substances soumises à contrôle, tout en estimant qu'elles doivent pouvoir être utilisées à des fins médicales et scientifiques. Il soutient également l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organe international de contrôle des stupéfiants et l'Organisation mondiale de la Santé qui mènent leurs travaux conformément à leurs mandats respectifs, ainsi que la Commission des stupéfiants, qui est chargée d'élaborer des mesures internationales de contrôle des drogues et de piloter les préparatifs du segment ministériel de haut niveau de sa soixante-deuxième session. Toutes les parties prenantes doivent s'attacher à mettre en œuvre la Déclaration politique et le Plan d'action de 2009, la Déclaration ministérielle conjointe issue de l'examen de haut niveau auquel la Commission des stupéfiants a procédé en 2014 et le document final issu de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue. La Chine approuve également la publication d'une version actualisée des Normes internationales en matière de prévention de l'usage de drogues par l'ONUDC, et espère que celles-ci guideront les États Membres dans l'élaboration de leurs stratégies préventives de sensibilisation selon les conditions qui prévalent dans chacun d'eux.

29. Le problème mondial de la drogue doit être traité dans le cadre d'une démarche globale, intégrée et équilibrée. Dans la lutte contre ce fléau, il convient de préserver les droits de la personne tout en tenant dûment compte de la nécessité d'assurer l'ordre social et de veiller à l'intérêt général et aux intérêts communs. Il convient toutefois de ne pas accorder une importance

exagérée aux questions relatives aux droits de l'homme au détriment de l'action à mener dans les autres domaines. Afin de relever collectivement ce défi, les pays doivent renforcer la coopération internationale en matière judiciaire et répressive concernant le contrôle des drogues, et aider les pays en développement à renforcer leurs capacités au moyen d'une assistance financière, d'une coopération sur le plan technologique et du partage de l'information. La communauté internationale doit se préoccuper de l'approvisionnement insuffisant en médicaments de base dont souffrent certains pays et de l'abus, de la surconsommation et du transfert illicite de substances soumises à contrôle dans d'autres pays. Chaque pays a le droit d'élaborer, dans le respect des trois conventions susmentionnées, des mesures de contrôle des drogues qui répondent au mieux à la situation qui lui est propre. La question de la peine de mort doit être dissociée de celle des stupéfiants.

30. Adeptes d'une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption, la Chine a créé la Commission nationale de supervision en 2018. Compte tenu de l'importance que revêt la coopération internationale pour la lutte contre la corruption, la Chine exhorte les États parties à appliquer la Convention des Nations Unies contre la corruption et à éliminer les obstacles politiques et juridiques qui empêchent les États de coopérer dans le cadre d'une action transnationale pour retrouver les personnes en fuite et récupérer des biens, afin d'empêcher que des dirigeants corrompus ayant réalisé des gains illicites n'échappent aux poursuites. Les parties doivent respecter les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures et de respect de la souveraineté des États, ainsi que la nature intergouvernementale des mécanismes d'examen, afin que le second cycle de l'examen soit mené à bien et que l'efficacité des travaux s'en trouve accrue.

31. Les parties doivent faire de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée une forme d'appui judiciaire et un fondement juridique de la coopération en matière d'extradition et de recouvrement d'avoirs. La délégation chinoise souscrit à la mise en place d'un mécanisme efficace en vue d'examiner l'application de la Convention et estime que toutes les parties doivent s'engager dans le processus intergouvernemental et veiller à ce que le mécanisme soit non intrusif et non répressif, tout en tirant parti de l'expérience acquise dans le cadre de la Convention contre la corruption.

32. Compte tenu de l'augmentation récente des cas de cybercriminalité, de fraude transnationale dans le domaine des télécommunications et d'attaque aux logiciels rançonneurs, la délégation chinoise appuie les

travaux du groupe d'experts sur la cybercriminalité ainsi que l'élaboration d'un instrument juridique international sur la cybercriminalité.

33. **M. Thein** (Myanmar) dit qu'en 2018, son pays a adopté une nouvelle politique visant à réduire l'offre de drogues grâce à des enquêtes sur les infractions liées à la drogue, à des mesures anti-corruption et à des programmes de développement. Conformément à cet objectif, plus de 1 000 agriculteurs sont passés de la production d'opium à celle de café et viennent de signer un important contrat avec un négociant de café français. Cette nouvelle politique a également pour ambition de réduire la demande de drogues par une stratégie de réduction des risques axée sur la prévention. Elle met également l'accent sur la coopération internationale, l'investissement dans la recherche et l'analyse ainsi que le respect des droits de l'homme.

34. En Asie de l'Est et du Sud-Est, le trafic de drogues de synthèse telles que la méthamphétamine est une source de dangers pour la sécurité et la santé publique. Le Gouvernement du Myanmar est particulièrement préoccupé par les informations faisant état d'un trafic de grandes quantités de précurseurs chimiques dans la région. Afin de s'attaquer à ce problème, le pays accueillera, en novembre, une conférence consacrée à la coopération régionale en vue d'endiguer le flux des précurseurs. Des systèmes d'alerte rapide pourraient aider à surveiller le phénomène et favoriser le déclenchement d'actions préventives. Les pays comme le Myanmar, dont les ressources sont limitées, ont besoin d'assistance pour collecter et analyser les informations et renforcer leurs capacités nationales afin de s'attaquer aux problèmes liés à la drogue. L'ONUDC doit donc être dotée de ressources adéquates pour être en mesure d'aider les États Membres à lutter contre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme, et à renforcer leurs systèmes de justice pénale.

35. **M. Coulibaly** (Mali) dit que le trafic de drogues est une source de financement de la criminalité transnationale organisée et des groupes terroristes dans le monde. Le Mali a adopté des politiques à la mesure du phénomène, y compris un cadre légal. Il a pris des mesures institutionnelles telles que la mise en place d'organismes chargés, pour les uns, de prévenir, contrôler et réprimer le trafic de stupéfiants et, pour d'autres, de remédier aux problèmes de santé, de distribution de médicaments et de sécurité. Grâce à la coopération de ces organismes, il a été possible de saisir plus de 600 kg de cannabis, 1,5 kg de cocaïne et 10 kg d'héroïne en 2017.

36. Pour ce qui est de la coopération multilatérale, le Gouvernement et l'ONUDC collaborent depuis 2014 en vue d'offrir des activités de formation au personnel des instances judiciaires et aux membres des forces de l'ordre. En outre, dans le cadre du Programme de communication aéroportuaire (AIRCOP) de l'ONUDC, un système de communication en temps réel, sécurisé, a été mis en place pour mieux contrôler les flux de drogues entre les pays. Convaincu que la réaction face à ces trafics doit être unifiée, le Mali a ratifié presque tous les instruments juridiques internationaux pertinents.

37. L'effondrement de la Libye en 2011 a entraîné une augmentation des actes terroristes et de la criminalité transnationale organisée dans la région du Sahel. La création du G5 Sahel a répondu au besoin de coopération régionale dans la lutte contre ces crimes, et le Groupe s'est doté d'une force conjointe qui a pour mission de combattre le terrorisme et la criminalité organisée, notamment le trafic de migrants. Toutefois, une réponse purement sécuritaire a ses limites, en particulier dans une région comme le Sahel où le chômage endémique rend la jeunesse vulnérable à des influences néfastes.

38. **M. Perera** (Sri Lanka) dit que la toxicomanie représente une menace à la santé et à la sécurité publiques dans le monde et constitue une entrave au développement social et économique. Malgré les efforts déployés pour prévenir la toxicomanie dans sa population, Sri Lanka constate que la consommation de stupéfiants, l'héroïne en particulier, continue d'augmenter légèrement mais régulièrement. Le pays a adopté une approche globale de la question, qui met l'accent sur le traitement, la réadaptation et la réduction de l'offre et de la demande. Son Conseil national de lutte contre les drogues dangereuses s'efforce de limiter la consommation de ces substances par le renforcement des moyens des douanes et des forces de l'ordre, l'harmonisation du cadre législatif applicable aux infractions liées à la drogue, et l'amélioration des services chargés du traitement des toxicomanes et de leur réinsertion. De plus, le Conseil collabore étroitement avec la brigade des stupéfiants dans les enquêtes sur les affaires de drogue importantes.

39. En 2005, le Gouvernement a adopté une politique nationale pour s'attaquer au problème, qui comprenait des mesures renforcées de lutte contre la production, la contrebande, le trafic et la consommation de drogues. Cette politique soutient également les initiatives de prévention décidées aux niveaux régional et international et tient compte des liens entre la consommation de drogues, la pauvreté, la criminalité et la santé. Sri Lanka est devenue une plaque tournante du

trafic de drogues en Asie, et les pouvoirs publics ont réagi à ce phénomène en renforçant les procédures et règles de sécurité. Ils collaborent étroitement avec le Bureau régional de l'ONUDC pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique sur ces questions. En outre, le pays s'est associé avec six pays d'Asie du Sud pour créer un centre de renseignement et de coordination régional afin de faciliter l'échange d'informations et de renforcer la coopération intergouvernementale en matière de lutte contre la criminalité.

40. **M. Cortorreal** (République dominicaine) considère que deux grandes menaces pèsent sur la stabilité et la sécurité mondiales : le trafic de drogues et la criminalité organisée. Son pays est connu pour être vulnérable au trafic de drogues, notamment en raison de sa situation géographique, qui en fait un pays de transit naturel entre pays producteurs et pays consommateurs.

41. Les interventions locales sont axées sur l'organisation de campagnes visant à prévenir et stopper l'extension des risques, surtout en direction des jeunes, en leur offrant des formations et en favorisant la création d'entreprises. En outre, des mesures ont été prises pour améliorer les quartiers où se déroulent des activités criminelles, notamment par la récupération d'espaces publics au profit des communautés les plus touchées et la réduction du risque d'exclusion en vue de préserver les groupes les plus vulnérables des menées des réseaux criminels. Au niveau national, une loi réprimant le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'appuyant sur les recommandations du Groupe d'action financière de l'Amérique latine a été adoptée récemment. Ces initiatives ont permis au pays d'endiguer un fléau endémique qui menace l'intégrité de son économie et de sa démocratie.

42. Il serait possible de faire davantage en conjuguant les efforts, en échangeant des informations et en améliorant l'entraide. Les pays en développement consacrent chaque année des milliards de dollars à la lutte contre le trafic de drogues, contribuant ainsi à protéger les pays les plus développés. Toutefois, aucune dépense ne sera suffisante face aux ressources abondantes des réseaux criminels organisés, qui influent incontestablement sur la désintégration sociale que connaissent de nombreux pays. La délégation dominicaine appelle les pays développés à lutter contre la pauvreté de manière globale en s'attaquant à la criminalité organisée et au trafic de drogues.

43. **M. Sahraoui** (Algérie) déclare que son pays, qui est engagé dans un combat contre le trafic de drogues, réaffirme son attachement à la pleine mise en application des instruments internationaux pour le contrôle des stupéfiants. Toutefois, la lutte dans ce

domaine ne peut être victorieuse sans l'adoption d'une approche holistique prenant appui sur le développement économique et social et la coopération régionale et internationale. L'Algérie considère donc la coopération régionale comme prioritaire, en particulier avec ses voisins de la région du Sahel, par le partage d'informations, la formation du personnel et la fourniture d'une assistance multidimensionnelle, y compris de matériel. Le pays a également participé à la création de l'Organisation africaine de coopération policière (AFRIPOL), mécanisme à même d'accroître l'efficacité des activités anti-drogue des pays africains en facilitant l'échange d'informations entre les institutions de police du continent.

44. La communauté internationale doit prendre des mesures pour tarir les sources de financement du terrorisme, qui incluent notamment les flux financiers provenant du trafic de drogues. À cette fin, l'Algérie a récemment organisé une réunion de haut niveau de l'Union africaine sur la lutte contre le financement du terrorisme. Elle a également fait des efforts considérables pour s'attaquer à la traite des êtres humains en démantelant des réseaux de trafiquants et en mettant à jour ses cadres juridiques. Un décret présidentiel de 2016 a approuvé le financement d'un Comité interministériel chargé de prévenir et de combattre la traite des personnes. Le code pénal algérien prévoit de lourdes peines pour les auteurs de ces crimes.

45. **M. Bin Momen** (Bangladesh) indique que son pays a récemment décidé d'agir avec plus de fermeté pour faire face au problème de la drogue en instaurant une vigilance accrue et en appliquant une politique de tolérance zéro qui traite avec sévérité les auteurs de crimes liés à la drogue. Il demeure difficile de régler ce problème du fait de la constante évolution de la nature même des stupéfiants et de l'ingéniosité des trafiquants. Les autorités bangladaises s'emploient à éliminer la consommation de comprimés de Yaba (un mélange de méthamphétamine et de caféine) qui arrivent au Bangladesh depuis le Myanmar et d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Le pays a également adopté une approche sociale globale du problème comprenant des campagnes de sensibilisation, des programmes de soins et de réinsertion des toxicomanes et des services d'aide aux victimes.

46. Le commerce illicite de drogues étant dirigé par des groupes transnationaux organisés, la coopération internationale est nécessaire. C'est pourquoi le Bangladesh a conclu des accords bilatéraux et de coopération transfrontières avec d'autres États ; sa participation à des patrouilles de police aux frontières et l'échange de renseignements qui en découle donnent

des résultats. De plus, le pays maintient une relation étroite avec INTERPOL et coopère avec d'autres États dans le cadre d'initiatives régionales telles que la Convention de l'Association sud-asiatique de coopération régionale sur les stupéfiants et les substances psychotropes. Lors de la récente réunion consacrée à l'Appel à une action concertée face au problème mondial de la drogue, le Premier Ministre du Bangladesh a souligné, avec d'autres dirigeants du monde, la nécessité d'unir les forces à l'échelle mondiale pour lutter contre ce fléau.

47. **M^{me} Carey** (Bahamas) dit que son pays réaffirme son attachement à la coopération nationale, régionale et internationale visant à prévenir la criminalité et à lutter contre le problème mondial de la drogue par l'échange des meilleures pratiques et le renforcement des capacités. La criminalité et le problème de la drogue mettent en péril la paix, la sécurité, le développement et la protection des droits et libertés fondamentaux. En tant que petit État occupant une position stratégique pour ce qui est de l'expédition de drogues et d'armes et d'autres activités criminelles transnationales organisées, les Bahamas continuent de détourner des ressources humaines, techniques et financières cruciales à son développement économique et social pour régler ces problèmes.

48. Au niveau national, les Bahamas ont donné la priorité à la prévention et à la réduction de la criminalité, en concentrant ses efforts sur les zones sensibles et les récidivistes. Les autorités dialoguent avec les communautés locales et les jeunes, recourent à l'expertise criminalistique et s'emploient à sensibiliser la population. Le Gouvernement a conclu plusieurs partenariats bilatéraux et régionaux pour faire face à la criminalité transnationale et à l'activité des trafiquants et collabore avec les États-Unis et la Communauté des Caraïbes pour lutter contre les trafics de substances illicites, promouvoir la justice sociale et renforcer la sûreté et la sécurité publiques. Actuellement, une loi qui prévoit de créer un organe chargé de lutter contre la corruption et de contrôler les pratiques en matière de divulgation publique est en cours d'élaboration.

49. **M. Abdallah** (Nigéria) dit que son pays a mis sa législation nationale en conformité avec l'article 44 de la Convention des Nations Unies contre la corruption afin de combattre la corruption et d'autres formes de criminalité transnationale organisée. En septembre, le Nigéria a accueilli la deuxième Conférence internationale sur la lutte contre les flux financiers illicites et le renforcement du recouvrement d'avoirs pour favoriser le développement durable.

50. Afin de lutter contre le blanchiment d'argent et de juguler les profits tirés du crime, le Nigéria a créé un comité interministériel sur le blanchiment d'argent et le terrorisme financier avec le concours des services de police et des organismes de réglementation, afin de coordonner la surveillance des groupes criminels transnationaux. La collaboration de ces organismes a permis de confisquer des avoirs d'origine illicite. En juillet, le Gouvernement a fait voter une loi qui donne un cadre juridique plus solide et une plus grande autonomie à la cellule de renseignement financier nigériane, à la suite de quoi le pays a réintégré le Groupe Egmont des cellules de renseignements financiers.

51. Le Nigéria a redoublé d'efforts pour lutter contre la prolifération et le trafic de drogues, et la toxicomanie. Le Service nigérien de détection et de répression des infractions liées à la drogue met actuellement en œuvre un plan national de lutte contre la drogue pour traiter les questions de l'offre et de la demande, du blanchiment d'argent et de l'accès contrôlé aux stupéfiants destinés à des usages médicaux et scientifiques. On continue malgré tout de noter des niveaux élevés d'addiction au tramadol et à des sirops antitussifs codéinés, en particulier chez les jeunes et les femmes.

52. **M. Hassani Nejad Pikouhi** (République islamique d'Iran) déclare que l'Iran a subi d'énormes pertes en vies humaines et en biens au cours de sa campagne contre les trafiquants de drogue armés aux niveaux régional et international. Dans le cadre de leur stratégie de réduction de l'offre et de la demande de substances illicites, les pouvoirs publics ont mis en œuvre des programmes axés sur la réduction des risques, la réadaptation et la réinsertion sociale. Ils s'efforcent également de réduire la population carcérale en appliquant des peines de substitution pour les infractions liées aux drogues. En vertu d'une modification de la loi sur le trafic de drogue adoptée en 2017, la peine de mort n'est plus appliquée qu'aux trafiquants armés, à ceux qui exploitent des enfants et dans les cas où le trafic porte sur de très grandes quantités.

53. La coopération internationale est indispensable pour lutter contre la criminalité transnationale organisée. Il faut prendre des mesures concrètes pour prévenir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et poursuivre et punir les trafiquants. La participation croissante de groupes criminels organisés au trafic de biens culturels continue de porter préjudice aux nations.

54. La République islamique d'Iran condamne vigoureusement le terrorisme sous toutes ses formes et considère qu'il ne peut être éliminé sans coopération

régionale et internationale. Aux fins de la coopération en matière de lutte contre le crime, les États Membres et les organisations régionales doivent éviter de classer les États selon des critères politiques. Ces classements, de même que les sanctions unilatérales, affaiblissent la coopération internationale.

55. **M^{me} Rosa Suazo** (Honduras) dit que son pays attache une grande importance à la question du contrôle international des drogues car il subit de plein fouet les effets néfastes du trafic de drogues sur la sécurité publique, le respect des droits de l'homme et la réalisation des objectifs de développement durable. Le Honduras s'est joint au récent Appel à une action concertée face au problème mondial de la drogue, réaffirmant sa volonté de traiter la question dans le cadre d'une approche globale fondée sur des données scientifiques et prenant en compte les liens entre le trafic de drogues, la corruption et d'autres formes de criminalité organisée, y compris, dans certains cas, le terrorisme, dont il est entendu qu'il est lié aux agissements de groupes non étatiques tels que des bandes criminelles.

56. La lutte contre le trafic de drogues doit être abordée de manière globale. C'est pourquoi il est impératif de continuer à concevoir et à renforcer des programmes de santé publique portant sur tous les aspects en tenant dûment compte de la problématique femmes- hommes, des droits de l'homme et de l'inclusion des groupes vulnérables. L'objectif principal de la politique hondurienne en matière de stupéfiants sera de protéger le droit à la vie et à l'intégrité de la personne, en accordant à la société civile un rôle important dans la recherche de solutions et l'élaboration de politiques internationales de lutte contre la drogue, ainsi que dans les processus de prise de décisions.

57. En tant que signataire des trois conventions visant à éliminer les infractions liées à la drogue, le Honduras a, ces dernières années, démantelé des structures criminelles et fait diminuer la violence et l'insécurité grâce à la création et au renforcement d'institutions gouvernementales ayant pour mandat de lutter contre le trafic de drogues, à l'adoption de lois draconiennes et à la destruction de laboratoires de fabrication de drogues. Un certain nombre d'initiatives ont vu le jour, notamment des campagnes de sensibilisation dans les écoles et l'ouverture de centres de traitement de la toxicomanie. Un secrétariat exécutif a également été créé pour seconder les efforts déployés par les institutions gouvernementales et non-gouvernementales aux fins de réduire l'offre et la demande de drogues, et veiller au respect des politiques publiques et des obligations souscrites dans les traités relatifs au contrôle des drogues et les conventions internationales.

58. **M. Niang** (Sénégal), se référant au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, rappelle qu'avec l'adoption de la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public, la communauté internationale s'est engagée à lutter contre le trafic de drogues et d'autres formes de criminalité organisée, ce qui exige une volonté nationale clairement exprimée et le renforcement de la coopération bilatérale, régionale et internationale dans le respect de la primauté du droit, de la démocratie et des droits de l'homme.

59. On ne pourra venir à bout de la criminalité nationale et transnationale qu'en adoptant une approche holistique et préventive mettant en œuvre des politiques sociales souples qui s'attaquent aux causes profondes du phénomène. Le problème mondial de la drogue, qui fait peser une grave menace sur la sûreté, la sécurité et la santé publiques, la stabilité socioéconomique et politique et le développement durable, ne sera résolu qu'à l'aide de politiques novatrices n'excluant personne. Quant au terrorisme, il ne sera combattu de manière efficace qu'en mettant en œuvre une approche pluridisciplinaire intégrée, comprenant la collecte de données fiables et le partage d'informations et d'analyses.

60. Trop souvent, l'impunité dont bénéficient les membres des organisations criminelles transnationales permet à ceux-ci d'échapper aux poursuites et aux sanctions en franchissant les frontières, alors que les victimes de leurs agissements sont marquées à vie. Afin de lutter contre ce fléau, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté en 2008 une Déclaration politique et un plan d'action régional établissant un cadre de coopération pour la prévention du trafic de drogues et de la criminalité organisée. Les États de la sous-région, avec le soutien de l'ONUDC, ont également élaboré des programmes de coopération renforcée entre les systèmes de justice pénale des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, pour en améliorer l'efficacité et l'impartialité grâce à la création de réseaux de coopération de magistrats et de procureurs. Ces outils se révélant importants pour renforcer l'état de droit et consolider la paix, la communauté internationale et les donateurs sont encouragés à soutenir leur développement.

61. La lutte contre le trafic de drogues et les infractions connexes est une priorité nationale du Sénégal, qui a mis en place un cadre institutionnel

constitué d'un Comité interministériel de lutte contre la drogue et d'un Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants, et adopté une loi visant à réprimer le trafic de drogues. Avec l'appui de l'ONUDC et de l'OMS, le Sénégal a pris des mesures pour améliorer son système national de traitement de la toxicomanie avec la création du Centre de gestion intégrée des addictions de Dakar. Le pays s'est également engagé à lutter contre la traite des personnes et le trafic de migrants en ratifiant l'ensemble des conventions et protocoles politiques pertinents et en les transposant dans son droit interne. Les États Membres doivent œuvrer de concert afin de trouver d'urgence des solutions aux graves problèmes causés par le trafic de drogues, le terrorisme et les autres formes de criminalité organisée.

62. **M. Adam** (Soudan) déclare que son pays fait tout son possible pour lutter contre la traite des êtres humains, le trafic de drogues et le terrorisme, conformément à ses engagements régionaux et internationaux. En 2017, le Soudan a promulgué une nouvelle loi relative à la traite des êtres humains, qui a aggravé les sanctions à l'encontre des auteurs de telles infractions, et a signé des accords relatifs au contrôle des frontières avec les États voisins afin de renforcer le combat qu'il mène contre le trafic d'armes et les activités des bandes criminelles organisées et des terroristes. En juillet 2017, le Soudan a accueilli une conférence internationale sur la traite d'êtres humains et le trafic de migrants dans la Corne de l'Afrique.

63. En 2015, le Soudan a adopté une stratégie nationale en matière de drogues illicites et promulgué diverses lois sur la question, dont une visant à combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le pays a renforcé son service chargé des enquêtes financières et rationalisé les procédures relatives au traitement des demandes d'extradition et à la saisie d'avoirs financiers illicites. Il a également modifié sa loi sur les drogues et les substances psychotropes afin de la rendre conforme aux instruments internationaux pertinents et adopté une réglementation visant à garantir l'utilisation adéquate des drogues dans le domaine médical. Le pays a en outre pris des mesures pour renforcer les liens entre les citoyens et la police en milieu urbain, ce qui s'est traduit par une baisse de la criminalité.

64. Le Soudan demande à ses partenaires pour la paix, aux pays donateurs et aux autres États amis d'accroître l'aide financière et technique qu'ils fournissent aux pays de la Corne de l'Afrique, afin de combattre la traite des personnes et de lutter contre le commerce des drogues illicites et le terrorisme international. À cet égard, le représentant du Soudan appelle l'attention sur

la coopération exemplaire de son pays avec l'Union européenne en matière de lutte contre la traite dans le cadre du Processus de Khartoum. En outre, il est impératif de traiter les causes profondes des flux migratoires illégaux, en particulier la pauvreté dans laquelle sont nées tant de personnes dans la région.

65. **M. Leong** (Malaisie) dit que l'incapacité des gouvernements de lutter contre les formes nouvelles et émergentes de criminalité et de toxicomanie, qui menacent la sécurité et la stabilité et entravent le développement social et économique, aura de graves répercussions. Les États Membres et la communauté mondiale dans son ensemble doivent faire de la prévention du crime et du contrôle des drogues des priorités absolues, à l'heure où des technologies et des outils de communication de pointe sont utilisés pour étendre ces activités au-delà des frontières et des juridictions nationales.

66. La Malaisie a renforcé sa législation nationale, amélioré les capacités des services de détection et de répression en matière de lutte contre la criminalité et la drogue et adopté des stratégies de réduction de la demande englobant le traitement, la réadaptation, la prévention, la répression et la réduction des risques. Toutefois, elle est également consciente du fait qu'aucun pays ne peut lutter seul contre la criminalité et les drogues illicites. C'est pourquoi la Malaisie entretient une coopération bilatérale étroite dans ce domaine avec de nombreux pays, notamment au niveau régional avec les États membres de l'ASEAN, grâce à divers instruments et programmes de sécurité et de prévention de la criminalité. Au niveau international, elle est partie à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues. La Malaisie continuera d'appuyer les travaux de l'ONUDC dans le cadre de son mandat en matière de prévention du crime, de justice pénale et de contrôle des drogues et poursuivra sans relâche ses activités au niveau national et international dans ce domaine.

67. **M^{me} Bouchikhi** (Maroc), rappelant que la justice pénale est une responsabilité qui doit être partagée si l'on veut réaliser les objectifs de développement durable, dit que la prévention de la criminalité internationale et du trafic de drogues et la lutte contre ceux-ci doivent faire l'objet d'une plus grande attention et un d'appui accru de la part de la communauté internationale, et invite les États Membres à renforcer les partenariats à cet égard. Compte tenu de l'évolution constante de la menace que représente la criminalité transnationale, en particulier l'augmentation préoccupante de la culture, du trafic et de la consommation de drogues de toutes catégories,

l'apparition de nouvelles substances psychotropes et la diffusion en ligne de nouveaux modes de consommation, il convient d'améliorer la coordination des échanges d'informations afin de prendre en compte les réalités modernes dans les nouvelles stratégies internationales.

68. L'Afrique est devenue une plateforme centrale de transit pour le trafic de drogues, à cause de réseaux terroristes et de mouvements insurrectionnels qui sévissent sur tout le continent et menacent la paix et la stabilité dans les régions du Sahel et du Maghreb et sur la côte atlantique. Pour faire face à cette situation, le Maroc a récemment adopté une stratégie claire et multidimensionnelle de lutte contre la criminalité afin de garantir la sûreté et la sécurité de ses citoyens et renforcé sa coopération bilatérale avec plusieurs pays, ainsi qu'avec des organisations multilatérales et régionales spécialisées, en particulier l'Organe international de contrôle des stupéfiants et l'ONUDC. Ainsi, entre 2015 et 2018, la police nationale marocaine a arrêté 301 personnes visées par des mandats d'arrêt internationaux, et les autorités judiciaires spécialisées ont émis 346 mandats de ce type. De plus, en octobre 2017, les forces de police ont procédé à une saisie record de cocaïne brute, d'une valeur marchande de quelque 2,75 milliards de dollars, ce qui mené à l'arrestation de 15 personnes et au démantèlement d'un réseau complexe de trafiquants de drogues opérant au Maroc, en Amérique latine, en Europe et dans le monde arabe.

69. **M. Mattar** (Égypte) dit que le plein exercice de la souveraineté nationale et le respect de l'état de droit peuvent renforcer considérablement les mesures visant à promouvoir le développement durable, tandis que les activités criminelles, y compris les infractions liées à la drogue, compromettent gravement la sécurité et la stabilité des sociétés. Il est donc essentiel que les États Membres utilisent efficacement les innovations technologiques récentes qui pourraient faciliter la lutte contre le crime, notamment les nouvelles formes de criminalité telles que le vol sur Internet, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

70. Le commerce illicite d'antiquités préoccupe beaucoup l'Égypte. Le Gouvernement égyptien a donc pris un certain nombre de mesures pour protéger son patrimoine culturel : il a notamment alourdi les peines encourues pour la contrebande d'objets culturels, signé des accords de coopération internationale visant à lutter contre le trafic illicite d'antiquités et à faciliter la récupération des objets volés, et organisé des cours de formation destinés aux professionnels qui participent aux activités de sauvegarde du patrimoine du pays.

71. L'Égypte a mis en place une nouvelle stratégie nationale de lutte contre la traite des êtres humains, qui a été élaborée avec la contribution des services publics et des organisations de la société civile compétents. Une loi visant à combattre l'immigration illégale et le trafic illicite de migrants, qui prévoit des sanctions pénales contre les contrevenants, a été adoptée en 2016. Ces mesures ont permis au pays de mieux contrôler ses frontières maritimes et de traduire en justice un nombre croissant de trafiquants. Le Ministère des affaires étrangères a également organisé un certain nombre d'ateliers de formation sur la gestion des frontières et la lutte contre la traite des personnes à l'intention des diplomates africains et des membres des forces de maintien de la paix.

72. L'Égypte juge nécessaire de dégager une vision claire pour l'après 2019, à l'échéance de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue, dont les objectifs n'ont pas été atteints. Elle est donc favorable à leur prorogation afin d'éviter toute interruption du régime de lutte contre le problème mondial de la drogue. À ce sujet, l'Égypte a récemment participé, avec plus de 125 États, à une réunion de haut niveau organisée en marge de l'Assemblée générale sur le problème mondial des drogues illicites. Au niveau national, l'Égypte collabore avec diverses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, pour lutter contre la toxicomanie en soutenant des programmes de sensibilisation aux dangers des drogues illicites, de traitement des toxicomanes et de réinsertion sociale des anciens toxicomanes. La communauté internationale a salué les efforts du pays dans ce domaine et, en septembre 2018, l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles a remis un prix à la ministre égyptienne de la solidarité sociale en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle dans ce domaine.

73. Pour lutter contre la corruption, l'Égypte a adopté des politiques nationales énergiques visant à faire respecter les principes de la séparation des pouvoirs, de l'état de droit, de la transparence et du respect des droits de la personne. Toutefois, pour lutter contre la criminalité et les drogues illicites et renforcer efficacement son système de justice pénale, le pays aura besoin d'un appui supplémentaire de la part de la communauté internationale, en particulier dans les domaines du renforcement des capacités et du recouvrement d'avoirs. L'intervenant demande aux États Membres et à l'ONU de renforcer leurs cadres de

coopération et leurs programmes de formation dans ces domaines.

74. **M^{me} Cruz Yábar** (Espagne) dit que la prévention de la criminalité, la justice pénale et le contrôle international des drogues sont de la plus haute importance pour ce qui est de protéger la liberté, les droits et le bien-être des citoyens. Les mesures prises pour lutter contre les crimes visés par la Commission doivent tenir compte à la fois de la faible probabilité de leur éradication dans un avenir proche et de leur nature toujours changeante. Le caractère transnational de ces crimes appelle une action collective.

75. La traite de personnes à des fins de prélèvement et de trafic d'organes humains est un crime odieux qui viole les droits de la personne les plus élémentaires et dont les principales victimes sont les membres des communautés les plus marginalisées. La lutte contre ce fléau exige une action internationale coordonnée sur trois fronts (la justice, la santé et les droits de la personne) afin d'élaborer des politiques nationales et des cadres de coopération internationale. Le fait que le trafic d'organes est fréquemment associé à la criminalité organisée et aux questions d'extraterritorialité entrave ces efforts, en raison de quoi il est difficile de recueillir l'information nécessaire et de tenir des dossiers adéquats. Un rapport détaillé de l'Organisation mondiale de la Santé à ce sujet aiderait à clarifier la situation.

76. La seule façon de lutter contre ces crimes est de faire respecter strictement l'état de droit, y compris sur la scène internationale, en renforçant encore le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en particulier ses capacités de coopération technique, grâce à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux divers protocoles et conventions relatifs à la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogues et la corruption. L'Espagne attend avec intérêt de débattre des questions relatives au cyberterrorisme, aux preuves électroniques, à la traite des personnes et à la protection du patrimoine culturel au cours de la présente session. Il est également crucial d'examiner et de combattre, avec l'appui technique fourni par l'ONUDC et la Commission des stupéfiants, tous les aspects de la toxicomanie, qui causent des problèmes de développement social graves et extrêmement complexes dans de nombreux pays.

77. **M. Asruchin** (Indonésie) dit que l'action menée par l'ONUDC pour renforcer la coopération internationale et faciliter l'assistance technique en matière de prévention du crime et de justice pénale a contribué à l'application effective de la Convention

contre la criminalité transnationale organisée. L'Indonésie exhorte les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention ou à y adhérer et se déclare prête à collaborer avec les autres États parties en vue de sa mise en œuvre intégrale et de celle de ses protocoles.

78. La traite des personnes est un crime odieux qui met en péril la sûreté, la sécurité et le développement social dans tous les pays, porte atteinte à la dignité humaine et empêche les gens de jouir d'une vie paisible et prospère. Elle doit donc être prise au sérieux et faire l'objet d'une action collective et globale. Les mesures de prévention et de lutte contre les nouvelles formes de criminalité, telles que la cybercriminalité et le trafic de biens culturels et d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, en particulier dans le domaine des pêches, doivent également être collectives. L'Indonésie constate donc avec une vive satisfaction que l'ONUDC poursuit et développe ses activités en la matière, avec l'appui de la communauté internationale.

79. Pour parvenir à un monde exempt de toxicomanie, il faut des stratégies de réduction de la demande qui soient globales, intégrées et équilibrées, et reposent notamment sur la coopération internationale en matière de détection et de répression, pour dissuader les organisations criminelles et les trafiquants de drogues. Au cours des six dernières années, l'Indonésie a conclu sept mémorandums d'accord multilatéraux visant à prévenir et à combattre le trafic de drogues illicites. Elle a également envoyé régulièrement des agents des forces de maintien de l'ordre participer à des programmes de formation et à des ateliers régionaux ou internationaux. Pour être efficaces, les mesures de contrôle des drogues doivent concilier activités de prévention et mesures d'éradication conformes aux traités internationaux, tout en respectant et en protégeant les droits de la personne et les libertés fondamentales. Malgré les progrès accomplis, l'Indonésie continue de se heurter à des difficultés dans la lutte contre le trafic illicite de nombreuses formes de drogues de synthèse en provenance de diverses régions. Sa stratégie repose essentiellement sur des mesures de répression sévères.

80. **M. Mikayilli** (Azerbaïdjan) dit que la corruption porte atteinte à la démocratie, à l'état de droit et au développement durable et constitue un obstacle à la promotion et à la protection efficaces des droits de la personne et des libertés fondamentales. Lors d'un débat de haut niveau de l'Assemblée générale tenu en mai 2018 à l'occasion du quinzième anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies contre la corruption, il a été souligné que l'accroissement de la corruption est l'un des principaux moteurs de la criminalité organisée. Conformément à la Convention,

que l'Azerbaïdjan a ratifiée en 2005, le pays s'est doté d'organes spécialisés et de services de détection et de répression spécialisés dans la lutte contre la corruption. En 2012, l'Azerbaïdjan a participé au premier cycle du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention ; le deuxième cycle d'examen est en cours. L'Azerbaïdjan a également adopté quatre plans d'action nationaux de lutte contre la corruption, qui ont permis d'enregistrer des progrès considérables, et créé un organe public spécialisé chargé de fournir des services publics transparents et faciles d'accès, dans le cadre d'une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption.

81. L'Azerbaïdjan a renforcé son système national de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui a passé avec succès quatre évaluations du Conseil de l'Europe et, en mai 2018, le pays a mis en place un service de contrôle financier indépendant chargé d'améliorer le respect de la législation en la matière. Le Gouvernement est également en train d'exécuter un plan d'action national sur la traite des personnes, en améliorant constamment la législation nationale et son application : il a notamment ajouté au Code pénal quatre articles criminalisant la traite des personnes, et créé une unité de police spéciale au Ministère de l'intérieur.

82. L'Azerbaïdjan est pleinement déterminé à coopérer avec les États Membres et les organisations internationales pour lutter contre toutes les formes de criminalité organisée. À cet égard, le pays a signé plus de 100 instruments bilatéraux et multilatéraux sur le partage de l'information, les enquêtes conjointes et la coopération en matière de formation et d'éducation.

83. **M. Komara** (Guinée), notant que son pays a ratifié les principaux instruments juridiques sous-régionaux, régionaux et internationaux contre la criminalité transnationale et adopté le Programme régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest ainsi que le Plan d'action régional de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dit que la criminalité organisée menace la paix et la sécurité, porte atteinte aux droits de la personne et entrave le développement socioéconomique et culturel. La pauvreté et le chômage constituant un terrain fertile pour le trafic et la consommation de drogues, la prévention et la répression du trafic et la prise en charge et la réinsertion des victimes doivent être au cœur des actions nationales et mondiales visant à éradiquer la criminalité transnationale organisée.

84. En raison de la porosité des frontières et de la faiblesse des institutions étatiques, la région de la CEDEAO, la Guinée comprise, a longtemps été un

maillon de la chaîne de distribution de drogues illicites entre l'Amérique latine et l'Europe. Néanmoins, la stabilisation politique, qu'accompagnent la création d'un service spécial de lutte contre le trafic de drogues et les autres formes de criminalité organisée, l'ouverture d'une école nationale de police, la réforme de la justice, la suspension des magistrats convaincus de corruption et les arrestations régulières de trafiquants d'êtres humains le long des frontières, a permis à la Guinée de redoubler d'efforts dans la lutte contre ces crimes et d'en enrayer la montée.

85. Malgré ces progrès, le Gouvernement continue de rencontrer des difficultés. La Guinée remercie ses partenaires bilatéraux et multilatéraux de leur soutien indéfectible, et prie la communauté internationale de continuer à renforcer la coopération entre tous les acteurs impliqués afin de débarrasser l'humanité de toutes les formes de criminalité.

86. **M^{me} Banaken** (Cameroun) dit que la criminalité transnationale organisée et la criminalité financière constituent des menaces importantes pour la sécurité, la stabilité et l'état de droit dans tous les pays, mais que la principale préoccupation du Cameroun est le terrorisme. Pour faire face aux attaques perpétrées par Boko Haram au cours des dernières années dans la région de l'Extrême-Nord et par les sécessionnistes dans le nord-ouest et le sud-ouest du pays, le Gouvernement a, entre autres mesures, renforcé les institutions politiques et juridiques, mené des campagnes de sensibilisation et réformé les secteurs de l'éducation et de la sécurité.

87. En application de la résolution 2178 (2014), le gouvernement camerounais a adopté une loi visant à faire en sorte que toute personne impliquée dans des affaires de terrorisme soit traduite en justice, conformément aux normes internationales et aux engagements régionaux et internationaux pris par le Cameroun. Les actions du pays dans ce domaine sont régies par le respect des droits de la personne et l'application des principes de l'Organisation des Nations Unies, y compris les droits fondamentaux à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'expression, comme on l'a vu lors de la vingt-troisième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme consacrée à Boko Haram, qui s'est tenue en avril 2015.

88. Au Cameroun, la consommation de psychotropes tant par les sécessionnistes que par les membres de Boko Haram augmente le risque de perpétration d'actes de terrorisme, tandis que le trafic de drogues sert à financer les réseaux terroristes. Malgré toutes les mesures prises aux niveaux national et international pour lutter contre le terrorisme, cette menace persiste, en raison de sa nature transnationale et de l'ouverture

croissante des frontières à travers les médias sociaux et par le biais de nouvelles menaces comme la cybercriminalité. Le Cameroun demande donc instamment aux pays de renforcer d'urgence la coopération multilatérale, comme recommandé dans la Déclaration de Doha sur la prévention de la criminalité, notamment en ratifiant la Convention contre la criminalité organisée et ses protocoles facultatifs.

89. **M. Mohamed** (Libye) dit que l'aggravation de la pauvreté, du chômage et de l'exclusion sociale exacerbe l'activité criminelle liée aux drogues illicites et la corruption dans de nombreuses régions du monde. En même temps, dans de nombreux pays, les insuffisances des services de sécurité et des autorités de surveillance et leurs capacités limitées de s'attaquer à ces problèmes amplifient l'instabilité économique, sociale et politique. Une coopération régionale et internationale énergique s'impose pour combattre le problème mondial de la drogue, et de nombreux États auront besoin d'une aide durable et prévisible sur les plans technique et financier, et en matière de renforcement de leurs capacités, pour pouvoir jouer un rôle efficace à cet égard.

90. Des efforts concertés s'imposent également pour lutter contre la criminalité transnationale et la traite des personnes, qui portent atteinte à la sécurité et à la stabilité de nombreuses sociétés et freinent le développement. La Libye s'efforce de renforcer sa collaboration avec les pays voisins afin de combattre l'une et l'autre et préconise l'application efficace des recommandations qui figurent dans le document issu de la conférence régionale sur la sécurité des frontières qui s'est tenue à Tripoli en 2012. Elle invite également le Conseil de sécurité à éviter toute approche sélective et politisée pour ce qui est de prononcer des peines contre les personnes associées à la traite d'êtres humains, et à imposer des sanctions à tous ceux qui ont commis des infractions liées à la traite, où qu'ils se trouvent.

91. La Libye demande de nouveau à l'ONUDC de lui fournir l'assistance technique dont elle a besoin et de l'aider à renforcer ses capacités pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations internationales. Elle invite notamment l'Office à l'aider, ainsi que d'autres pays touchés, à recouvrer les avoirs financiers volés afin que ces biens soient utilisés pour promouvoir la sécurité, la stabilité et la prospérité. La Libye attend avec impatience la réouverture, à Tripoli, du bureau sous-régional de l'ONUDC pour les pays du Maghreb et la reprise de ses activités dans la région quand les circonstances le permettront.

La séance est levée à 17 h 20.